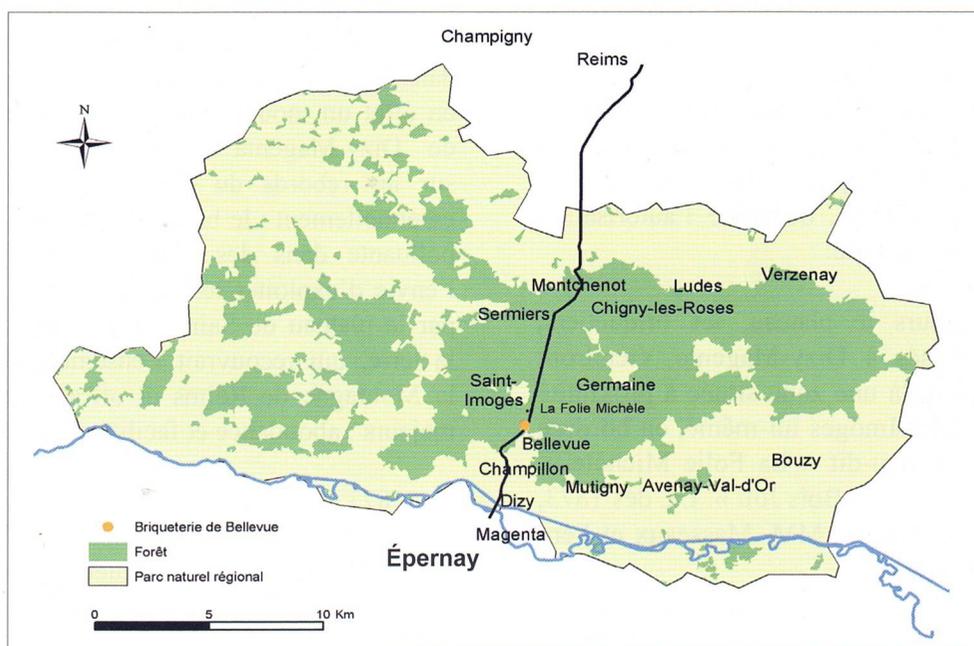


Géraud Buffa  
Conservateur du patrimoine

La production industrielle de terres cuites en Montagne de Reims est aujourd'hui largement oubliée. Cette activité ancestrale a pourtant connu son apogée à une époque qui n'est pas si lointaine, au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, avant de périr et disparaître définitivement. Quelles traces en reste-t-il aujourd'hui ? La mémoire des anciens, encore vive quelquefois, se perd peu à peu, et aura bientôt fini de faire résonner aux oreilles attentives les anecdotes et les souvenirs d'un monde qui vécut ses dernières heures de gloire au lendemain de la première guerre mondiale. Les bâtiments industriels, moins résistants que la mémoire des hommes, ont eux tous disparu, à l'exception de quelques traces difficiles à deviner, même pour un œil averti. Seuls se dressent encore les vestiges de la briqueterie qui nous intéresse ici, dans la commune de Saint-Imoges.

Le Parc naturel régional de la Montagne de Reims s'est très tôt intéressé à cet important élément du patrimoine industriel de son territoire<sup>1</sup>. Parce que les terres cuites y ont fait vivre longtemps des milliers d'hommes et de femmes, parce que l'exploitation de nombreuses carrières de terre a contribué à façonner ses paysages et à alimenter l'architecture de la région, parce qu'enfin son territoire tout entier fut mobilisé pour produire là des tuiles, ici des briques ou des carreaux, il ne pouvait laisser disparaître le dernier témoin de cette activité.

Les problèmes qui se posent à nous aujourd'hui sont nombreux. La connaissance de ce patrimoine fragile, celle du site, de ses acteurs, ne va pas de soi, notamment parce que les fonds d'archives manquent. Sans anticiper sur l'avenir de ce patrimoine en péril, on ne tentera ici que d'exposer l'histoire de cette aventure industrielle, qui reste mal connue par bien des aspects. Elle fournit une image complexe mais, on l'espère, fidèle de ce que fut ce monde briquetier au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.



Carte de situation © PNRMR

## L'émergence d'un nouveau pôle de production de terre cuite en Montagne de Reims

Jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'activité de terre cuite en Montagne de Reims est marquée par l'importance de son flanc nord, dont la commune de Ludes est le pôle principal : on y compte jusqu'à quinze tuileries à la veille de la Révolution.

Cette concentration ne doit pourtant pas masquer la présence d'une proto-industrie de la terre cuite sur l'ensemble de la Montagne de Reims. La carte des implantations de tuileries et de briqueteries est en effet presque superposable avec celle du plateau forestier. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, cette géographie évolue, et une autre zone, qui recoupe les communes de Dizy-Magenta <sup>2</sup>, Champillon et Saint-Imoges vient concurrencer le flanc nord.

Dès 1827, le cadastre dit napoléonien mentionne l'existence d'une briqueterie dans la commune de Champillon <sup>3</sup>. En 1837, un tuilier de Mutigny, Langeois, obtint l'autorisation d'exploiter, à Champillon toujours, les « terres, pierres et sables nécessaires à la production de tuiles ». C'est en fait un certain Biache qui réalise l'affaire en 1838, la dote de deux fours et la revend à un dénommé Brun en 1841. Cette tuilerie est alors située une centaine de mètres à l'est de la précédente, à l'emplacement exact où passe la RN 2051 aujourd'hui <sup>4</sup>. Elle disparaîtra en 1847 <sup>5</sup>.

Progressivement, les entrepreneurs gravissent la côte de Dizy. Le lieu-dit « Le Vertin », qui prolonge le hameau de Bellevue dans la commune de Saint-Imoges, devient pour la première fois un lieu de production de briques en 1869 : un briquetier de Dizy-Magenta, Jean-Baptiste Vallet, qui en est propriétaire depuis 1865, demande l'autorisation d'y établir une briqueterie.

Remontant toujours le plateau, les briquetiers, généralement basés à Dizy-Magenta, étendent leur emprise jusqu'à une zone située à proximité du village de Saint-Imoges lui-même, en bordure de la RN 51, au lieu-dit « La Folie Michèle », aujourd'hui appelé « Le Bois Joli ». Là, dès 1873, et peut-être même avant, MM. Masseaux et Féry fabriquent des briques <sup>6</sup>.

## Comment expliquer une telle multiplication des initiatives en ce lieu ?

Plusieurs facteurs sont intervenus. Ce foisonnement de briqueteries reflète tout d'abord le mode d'exploitation propre à cette période. Les briqueteries sont alors le plus souvent des installations provisoires, qui ne demandent pas une importante infrastructure et présentent le grand avantage de pouvoir se déplacer très facilement, selon les besoins de matières premières, le bois ou la terre. Il en est ainsi de la briqueterie Vallet. Les briques y sont cuites en tas, ou à la volée.

Ce mode de cuisson se caractérise par son extrême souplesse : il fait appel à des fours provisoires, éventuellement mobiles car détruits après chaque cuisson. Les briques sont en effet entassées avec une grande régularité sur une hauteur de quelques mètres. Le cuiseur lance le feu au sol, dans de petits espaces aménagés au milieu de briques déjà cuites, puis, au fur et à mesure que le feu prend et s'élève, dispose en alternance le charbon et les briques crues sur lesquelles il étale de l'argile en ménageant les espaces nécessaires à la circulation de l'air. Ici, cependant, les plans adjoints à la demande d'autorisation déposée en préfecture par Vallet en 1869 montrent qu'une partie du sol devait « être fouillée en contrebas du terrain naturel sur une profondeur de plusieurs mètres » <sup>7</sup> pour permettre cette cuisson, ce qui implique déjà une structure fixe dans l'espace si ce n'est dans le temps.

Un second facteur explique la multiplication des mentions de briqueteries à Bellevue et à Saint-Imoges dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. On constate en effet un mouvement généralisé des briquetiers de Dizy-Magenta qui cherchent à s'installer sur les rebords du plateau, pour deux raisons essentiellement : le besoin d'implanter une activité polluante dans des zones moins fréquentées <sup>8</sup> ; l'envie d'exploiter les matières premières offertes par le plateau de Saint-Imoges, le bois et surtout la terre, qui recouvrait l'ensemble du plateau de la Montagne de Reims et offrait deux avantages majeurs : abondance et facilité d'extraction.

En 1873, la briqueterie Vallet est rachetée par Jacques François Rittier, demeurant à Cumières, qui crée la même année la briqueterie de Dizy <sup>9</sup>. Dès

lors, le site de Bellevue est indissociable de celui de Dizy, puisqu'il le fournira en matière première, la terre étant descendue jusqu'à l'usine de Dizy.

Jusqu'au moment où il devint très facile de transporter la terre, deux tendances se sont opposées. Celle qui voulait que le site de production soit à proximité immédiate des grands réseaux de transport, – et à ce titre la logique voulait que l'usine de Dizy, au bord du canal, l'emporte –, et celle qui voulait que la production se fasse à proximité des matières premières, et là, l'avantage était à Bellevue.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le choix ne semble pas facile, et les deux sites se développent. Rittier aurait préféré la solution qui consistait à cuire à Bellevue.

C'est en effet ce qu'il explique dans une demande à l'administration : il « désire pouvoir cuire [ses briques] sur place », et demande « l'autorisation d'établir un four pour la cuisson de [ses] produits qui ne peuvent être transportés qu'après avoir subi cette opération <sup>10</sup> ». En 1875, il obtient le droit de se doter d'un four fixe, équipé d'une cheminée, et donc de concentrer la géographie de son usine à Bellevue, mais rien ne permet d'affirmer qu'il procéda effectivement à cette construction.

Quoi qu'il en soit, l'entreprise n'est guère florissante <sup>11</sup> et la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est marquée par des changements de propriétaires ou d'investisseurs à un rythme soutenu. Dès 1883, les usines de Dizy et de Bellevue sont reprises par la famille Perrot <sup>12</sup>. Bellevue devient en effet la propriété d'Alexandre Perrot, alors que Dizy est celle de Germain Camus Perrot. En 1893, après l'intervention de plusieurs autres associés <sup>13</sup>, Alexandre Perrot devient propriétaire des deux sites, avec son nouvel associé Auguste Létendart. Cette reprise n'est sans doute pas un grand succès.

Par deux fois, entre 1892 et 1895, Alexandre Perrot cherche à moderniser ses installations de Dizy et de Bellevue, en construisant de nouveaux fours <sup>14</sup>, mais les deux usines changent finalement encore une fois de main, en 1897.

### **L'aventure des tuileries et briqueteries de la Marne**

Elles sont alors reprises par la société Bastin frère et Lombard. Cette dernière vente établit le paysage

dans lequel la briqueterie de Bellevue va évoluer jusqu'au début des années quatre-vingts, c'est-à-dire jusqu'à la cessation d'activité de la société Tuileries et briqueteries de la Marne <sup>15</sup>.

Ce changement est important pour l'usine de Bellevue. Les nouveaux propriétaires installent sur place une famille de briquetiers, les Lanotte <sup>16</sup>, pour diriger l'usine, qu'ils transforment profondément. Le four Hoffmann qui existe encore aujourd'hui semble avoir été construit en 1898 <sup>17</sup>. Il en va vraisemblablement de même des logements ouvriers et c'est à ce moment que l'usine de Bellevue atteint son plus grand développement industriel. Elle restera, par la suite, une petite structure comparée aux usines sœurs de Dizy et de Champigny-sur-Vesle.

En l'absence d'archives d'entreprise, on connaît assez mal les détails de l'activité de production de briques à Bellevue. Mais en croisant différentes sources, et notamment en recoupant les témoignages, les cartes postales anciennes et les informations apportées par l'étude du site dans son état actuel, on peut obtenir une vision d'ensemble.

Les témoignages concordent suffisamment pour qu'on puisse affirmer qu'il s'agissait exclusivement de briques « à la presse », appelées ainsi parce que les moules étaient remplis de terre grâce une presse, dont le mécanisme assez simple était actionné par un grand bras de levier. Ce type de production fut très présent dans le nord de la France et en Belgique et donnait des briques de qualité moyenne qui, ne pouvant être employées en parement, devaient être recouvertes d'enduit.

Dans une région au climat pluvieux, quand les installations industrielles ne permettaient pas de sécher les briques autrement qu'en les étalant à l'air libre, il était indispensable de raccourcir la durée du séchage pour limiter les risques dus aux intempéries. La solution consistait à travailler à partir d'une terre peu humide. L'utilité de la presse devient facile à comprendre : pour mouler cette terre très peu malléable puisque peu humide, la force manuelle ne suffisait plus, alors que celle exercée par l'effet de levier convenait parfaitement <sup>18</sup>. Le temps perdu lors de la mise en forme <sup>19</sup> était compensé par la rapidité du séchage.

Toutes les opérations préalables à la cuisson (extraction, broyage, malaxage, moulage, séchage)

se faisaient en plein air. Les vestiges archéologiques laissent imaginer le système de drainage des eaux qui assainissait les carrières et conduisait l'eau nécessaire au malaxage dans les « trous » prévus à cet effet, dont un certain nombre existe encore.

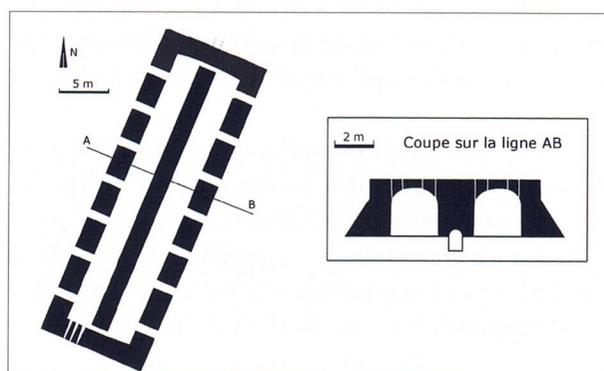
### Le four Hoffmann

Dans cet ensemble de vestiges, le four est naturellement l'élément le plus important. De type Hoffmann, modèle Simon, il se caractérise par son fonctionnement en continu et par ses deux galeries parallèles de quarante mètres de longueur séparées par un mur épais mais reliées à leurs extrémités. Chaque galerie étant pourvue côté extérieur de sept grandes ouvertures – auxquelles correspondent côté intérieur sept petits carneaux reliés au grand carneau de tirage <sup>20</sup> –, ce sont en tout quatorze compartiments, ou chambres de cuisson, qui devaient permettre la cuisson de un à deux millions de briques par an <sup>21</sup>. La galerie ouest est équipée de trois petites ouvertures à son extrémité sud pour faciliter l'allumage du feu, au printemps. Le foyer tournait ensuite à travers les deux galeries jusqu'à l'arrêt du four, à l'automne, chacune des quatorze

ouvertures permettant d'enfourner et de défourner successivement les quatorze compartiments <sup>22</sup>.

Ce four ne fut pas utilisé pendant très longtemps. Si l'on retient bien 1898 comme année de construction, sa durée de vie aura à peine atteint trente ans. En effet, tout porte à croire qu'il s'est définitivement arrêté avant 1931, et sans doute dès 1928 <sup>23</sup>.

Un bon nombre des briqueteries de la Montagne de Reims avaient déjà fermé leurs portes au cours



Plan et coupe des galeries du four © PNRMR



Vue extérieure du four, galerie est © Pascal Stritt



*Vue intérieure de la galerie ouest © Pascal Stritt*

des années vingt<sup>24</sup>. Les dirigeants des Tuileries et briqueteries de la Marne ont eux aussi été contraints de cesser la production de briques à Bellevue.

### **L'organisation sociale**

La documentation iconographique apporte de nombreuses informations notamment sur l'organisation sociale de la briqueterie de Bellevue, qui est, à cet égard, caractéristique du fonctionnement de ce type d'établissement industriel. Bien que succursale d'une société employant plusieurs centaines d'ouvriers, elle reste une briqueterie familiale, fortement dominée par la présence des Lanotte. Une quinzaine de personnes y travaillaient, la plupart habitant sur place<sup>25</sup>. Ces ouvriers alternaient le travail à la briqueterie l'été et en forêt l'hiver.

Le fonctionnement saisonnier du four favorisait donc son intégration dans le paysage plus général des activités humaines en Montagne de Reims. Il faut cependant distinguer le cas des membres de la famille Lanotte et de quelques emplois qualifiés (mouleur, « chauffeur » du four, enfourneurs), et celui des manœuvres, qui constituaient une main d'œuvre beaucoup plus changeante. Un certain

nombre de jeunes gens de Champillon ont en effet commencé à travailler là, même pour une seule saison, pour trouver par la suite un autre emploi.

### **Un important site d'extraction de terre**

La géologie de la Montagne de Reims est essentielle pour comprendre l'histoire de la production de terre cuite qui y prospéra. En effet, plusieurs couches permettaient de s'approvisionner en terre pour la production de céramique. Et on constate que les tuiliers de Ludes et du flanc nord n'exploitaient pas les mêmes types de terre que les briquetiers implantés au sud du plateau<sup>26</sup>.

En ce domaine, les installations de Saint-Imoges, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ont constitué une véritable rupture. On y a creusé dans la couche la plus récente, celle du lœss du quaternaire, un limon éolien composé de sable, de calcite et d'argile. Si elle est peu épaisse – elle ne dépasse pas 5 m de hauteur – cette couche est en revanche extrêmement vaste, recouvrant la plus grande partie du plateau de la Montagne. Les ruissellements qui ont pu l'attaquer à certains endroits l'ont laissée intacte à Saint-Imoges, et c'est donc sur une très

large superficie que pouvait s'y développer son extraction.

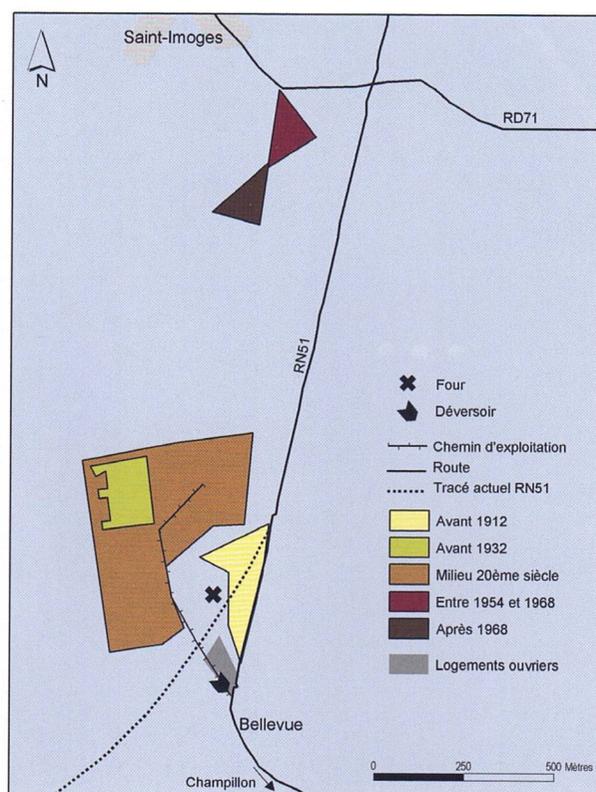
On l'a vu, c'est bien la présence de ce lœss qui constituait le principal atout de Saint-Imoges. L'exploitation de briqueterie de Bellevue s'est donc dès l'origine accompagnée d'une forte emprise foncière, d'environ 10 hectares, qui évoluera peu avec les différents changements de propriétaires jusqu'à la veille de la première guerre mondiale<sup>27</sup>. À l'origine, la carrière se trouvait en bordure de la route nationale 51<sup>28</sup>. Au XX<sup>e</sup> siècle, la zone creusée s'agrandit régulièrement. Dans les années cinquante, elle s'étendait sur plus de 500 mètres du nord au sud et d'est en ouest.

Curieusement, les méthodes d'extraction semblent ne pas avoir bénéficié des possibilités techniques apportées par la mécanisation. Les témoignages concordent : le lœss était ramassé manuellement, à la bêche. Ces gestes ancestraux, qui consistent à « tirer » la terre pour l'accumuler en bordure du trou et aboutissent à la constitution d'un véritable front de taille pouvant atteindre plusieurs mètres de haut, sont restés en usage jusqu'aux années cinquante.

C'est donc à la main que sur près d'un siècle, les ouvriers de la briqueterie de Bellevue ont extrait des centaines de milliers de mètres cubes de limons. Ces immenses volumes ne servaient évidemment pas uniquement à alimenter le four de Bellevue.

Il s'agissait surtout de fournir en matière première l'usine de Dizy, jusqu'à sa fermeture en 1935, puis celle de Champigny-sur-Vesle. Les Tuileries et briqueteries de la Marne continueront à étendre leurs zones d'extraction jusqu'aux années soixante-dix. Pour ce faire, elles rachèteront en 1954 la briqueterie du Bois Joli.

Si l'extraction de terre à proprement parler est restée manuelle, son transport, en revanche, a fait l'objet d'importants aménagements. Ainsi, à la veille de la seconde guerre mondiale, et ce, sans doute depuis l'arrêt définitif du four vers 1930, les installations sur les carrières ont été entièrement revues. Un réseau dense de rails permettait de transporter facilement le lœss par wagonnets jusqu'au déversoir construit en bordure de l'ancienne RN 51, d'où ils étaient vidés dans les camions qui conduisaient la terre jusqu'à Dizy<sup>29</sup>. Huit hangars mobiles de 14 m de long sur 10 m de large protégeaient des intempéries les wagonnets



Zones d'extraction de terre des carrières de Saint-Imoges, 1869-1980 © PNRMR

chargés de cette terre, y compris lors de leur chargement sur le front de taille. Un autre hangar, fixe celui-là, abritait le déversoir. Ces installations ont été détruites par les bombardements de juin 1940<sup>30</sup>. Il n'en reste que le déversoir que l'on peut voir en bordure de la RN 2051.

## Conclusion

L'intérêt de la briqueterie de Bellevue dépasse largement l'histoire du site du Vertin. Les deux galeries du four, sa cheminée, les maisons ouvrières, les carrières de terre encore matérialisées par les « trous » qui s'étendent sur une quinzaine d'hectares, ou encore le déversoir qui permettait de charger le lœss que les camions descendaient jusqu'à Dizy constituent un témoin unique dans la région de la production de terres cuites au tout début du XX<sup>e</sup> siècle. Alors que se pose la question de l'avenir de ce site, la connaissance approfondie de l'histoire de cette briqueterie n'est qu'un préalable nécessaire, un outil pour une action pérenne. L'essentiel reste bien évidemment la sauvegarde de ce patrimoine en péril, dont la protection et la mise en valeur seraient un atout incontestable pour le territoire du Parc naturel régional de la Montagne de Reims.

## - Notes -

- 1- Précisons que cet article s'inscrit dans le cadre des recherches et enquêtes menées depuis 25 ans par le Parc naturel régional de la Montagne de Reims.
- 2- Rappelons que Dizy et Magenta ne formaient qu'une seule commune jusqu'en 1965.
- 3- À quelques dizaines de mètres au sud-ouest de l'actuel restaurant *Le Royal Champagne*, en bordure du tracé originel de la route nationale 51.
- 4- Le four sera déplacé de quelques mètres vers le nord lorsque sera modifié une première fois le tracé de la route royale 51, en 1845. Archives départementales de la Marne, 31 X 114.
- 5- Archives départementales de la Marne, 3 P 120/3, fol 3.
- 6- Dès 1873, sur une parcelle voisine, une autre tentative d'implantation d'une briqueterie voit le jour, sans qu'on sache si elle put aboutir. On ignore aussi quelle fut la fortune du projet de M. Léon Desmonet, qui exploite une briqueterie à Dizy avec Jean Desmonet, et obtient en 1873 l'autorisation d'établir une briqueterie à « La Folie Michèle » (ce projet n'eut sans doute pas beaucoup de suite puisque, dès l'année suivante, ce même Léon Desmonet dissout la société qu'il exploitait avec Jean et devient verrier à Paris, Arch. dép. de la Marne, 14 U 326). Toutes ces installations, ou demandes d'installations de briqueteries, qui ont abouti le plus souvent à une autorisation accordée par l'administration compétente, témoignent bien du foisonnement d'initiatives qui caractérise cette période.
- 7- Archives départementales de la Marne, 31 X 451, dossier Vallet.
- 8- Voir les problèmes sans fin auxquels s'affrontera la famille Demerlé, qui se plaint de ne plus pouvoir mener une vie normale à cause des rejets de fumée de la briqueterie de M. Lisnard, à Dizy-Magenta, en 1862 (Arch. dép. de la Marne, 31 X 173).
- 9- Archives départementales de la Marne, 3 P 212/3, folio 76. Il s'agit de la briqueterie qui se trouvait en bordure du canal, à l'emplacement de l'actuelle gendarmerie. D'autres briqueteries ont existé à Dizy-Magenta, notamment la briqueterie-poterie de Jacques Lisnard (cf. note 6), dans l'actuelle commune de Magenta, en bordure de Marne, mais comme l'usine de Rittier est restée par la suite connue sous l'appellation « briqueterie de Dizy », il paraît normal de se conformer à cet usage.
- 10- Archives départementales de la Marne, 31 X 451, lettre de Rittier du 31 mars 1875.
- 11- Archives départementales de la Marne, 186 M 19, *Situation industrielle du département de la Marne*.
- 12- Les Perrot étaient des industriels parisiens (Arch. dép. de la Marne, 3 P 507/3 et 3 P 212/3).
- 13- Louis Victor Clérot en 1886, Octave Fromentin Lenormand en 1893.
- 14- Archives départementales de la Marne, 31 X 451 et 31 X 173.
- 15- La société Bastin frère et Lombard est constituée le 15 avril 1896. Pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, cette société est une des plus grandes entreprises de céramique de la région, puisqu'elle possède également l'usine de Champigny-sur-Vesle, près de Reims. La raison sociale de l'entreprise changera de nombreuses fois dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, avant de prendre sa forme définitive en 1913 : Tuileries et briqueteries de la Marne. Arch. dép. de la Marne, 14 U 328 et 14 U 2101.
- 16- D'origine belge, comme les Lombard, les Lanotte s'occuperont de l'usine longtemps après l'arrêt du four. Le dernier contremaître, Germain Lanotte, ne quittera Bellevue que dans les années soixante-dix, après avoir assuré le gardiennage de la briqueterie pendant de longues années (Arch. mun. de Saint-Imoges, lettre du maire du 30 novembre 1965).
- 17- Archives départementales de la Marne, 3P507. La case 52 de la matrice cadastrale mentionne en effet le four à briques comme une construction nouvelle en 1898. Mes remerciements vont à ce sujet à Mme Mathys, des Archives départementales de la Marne.
- 18- Voir PIERS (Giovani), *La brique, fabrication et traditions constructives*, Eyrolles, Paris, 2004, 108 p.
- 19- Le pressage est une méthode de mise en forme beaucoup plus lente que le moulage à la main (un bon mouleur, personnage essentiel de toute briqueterie jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, pouvait, secondé par une bonne équipe, mouler jusqu'à 10 000 briques par jour) ou le moulage à la filière.
- 20- Ce conduit horizontal, qui se trouve sous le mur de séparation des deux galeries, relie les quatorze petits carneaux, ou conduits de raccordement, à la cheminée.
- 21- Il est bien difficile, en l'absence d'archives de la société, d'estimer précisément la production à Bellevue.
- 22- Pour le fonctionnement général des fours Hoffmann, voir FOI (Julien), *La céramique des constructions, briques, carreaux, poteries, carrelages, céramiques, faïences décoratives*, Paris, 1883, Flammarion, 264 p., ou GRANGER (Albert), *La céramique industrielle, chimies, technologie*, Paris, Gauthier-Villars et Cie, 1929, 2 vol.
- 23- C'est ce qui paraît le plus probable lorsque l'on croise diverses informations, dont celles apportées par le témoignage de M. Prévot, ancien ouvrier à Bellevue, et surtout, celles du cadastre : les revenus imposables tirés du four ont été divisés par trois en 1928. Arch. dép. de la Marne, 3 P 504/7.
- 24- Archives départementales de la Marne, 17 U 380 à 551.
- 25- En 1913, les deux briqueteries de la Folie Michèle et de Bellevue employaient en tout 36 personnes. A Bellevue, dix étaient logées sur place (*Notice descriptive et statistiques sur le département de la Marne*, Paris, 1913, p. 205). Ces dix personnes étaient sans doute pour la plupart des membres de la famille Lanotte. Les autres ouvriers habitaient à Champillon.
- 26- Les nombreuses tuileries du flanc nord de la Montagne, situées à Sermiers, Monchenot, Verzenay, Rilly-la-Montagne, Chigny-les-Roses, et surtout à Ludes, utilisaient en effet les couches d'argile du Lutétien. Seule la briqueterie de A. Quenardelle, à Ludes, semble avoir fait exception. Ces exploitations exigeaient des systèmes d'extraction élaborés, composés de galeries courant en sous-sol à plus de quinze mètres de profondeur, auxquelles on accédait par des puits. Au sud, les briqueteries et tuileries situées dans les communes d'Hautvillers, Germaine, Mutigny et Bouzy, utilisaient, elles, les couches plus vieilles encore du Sparnacien. Pour cet aspect de la question, voir les travaux de M. Hubert Guérin, notamment « Exploitation des argiles, sables et lœss dans la Montagne de Reims, pour l'industrie des tuiles et des briques, au XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », dans *Mémoires de la Société d'Agriculture, Commerce, Sciences, Arts du département de la Marne*, Châlons-en-Champagne, 1988, t. CIII, pp. 233-244 et « Exploitation des lignites sparnaciens dans le département de la Marne du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours », dans *Mémoires de la Société d'Agriculture, Commerce, Sciences, Arts du département de la Marne*, Châlons-en-Champagne, 1987, t. CII, pp. 243-254.
- 27- Cette emprise passe de 9,21 hectares en 1869 à 10,30 hectares en 1911. Arch. dép. de la Marne, 31 X 451 et 14 U 2101.
- 28- Archives départementales de la Marne, 31 X 451. Cette zone, située en grande partie sur l'ancienne parcelle 304 du cadastre dit napoléonien est aujourd'hui largement occupée par la route ouverte en 1986, qui constitue le tracé actuel de la RN 51.
- 29- Jusqu'en 1910, la terre était transportée vers l'usine de Dizy par tombereaux. Après 1910, la société se dota d'un camion. Cette solution n'avait rien d'idéal. Non seulement l'emploi de camions signifiait toujours des ruptures de charges, mais en plus il provoquait d'important dégâts à la chaussée, entraînant des conflits avec les Ponts et chaussées qui vaudront à la société une condamnation dès 1911 : la route n'était en effet pas aménagée pour les huit voyages quotidiens d'un camion qui pesait près de 16 tonnes lors de la descente (contre seulement 8 à vide). Arch. dép. de la Marne, 2 S 131.
- 30- Archives départementales de la Marne, 35 W 10 et 11.